**ARRÊTÉ DE RÉINTÉGRATION POUR TRAVAILLER EN PRÉSENTIEL**

*(fonctionnaire régime spécial, fonctionnaire régime général et contractuel régime général)*

*Le Maire/Président de ………………*,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19

- Considérant l’allocution du Président de la République en date du 31 mars 2021,

- Considérant les mesures renforcées entrées en vigueur à compter du 3 avril 2021,

*- Vu le plan de continuité d’activité,*

*- Vu le plan de reprise d’activité,*

- Vu l’arrêté en date du …… plaçant M./Mme …………………………….. *(prénom, nom)*, *(grade ou agent contractuel)* en autorisant spéciale d’absence …… *(indiquer le motif de l’ASA)*,

- Considérant **que l**’agent ne remplit plus les conditions pour bénéficier de *l’autorisation spéciale d’absence ou de l’autorisation de télétravailler* */ travailler à distance* qui lui a été accordée,

- Considérant que les missions exercées par l’agent …………. *(indiquer les missions)* peuvent de nouveau être exercées en présentiel

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : A compter du ……………………………, il est mis fin à l’autorisation spéciale d’absence …… *(indiquer le motif de l’ASA)* *ou à l’autorisation de télétravailler / travailler à distance.*

**ARTICLE 2ème** : M./Mme …………………………….. *(prénom, nom)*, *(grade ou agent contractuel),* à temps *(non)* complet est réintégré*(e)* sur son poste *à compter du …….. (si la date de réintégration diffère de la fin de l’ASA / de l’autorisation de télétravailler / de travailler à distance)*.

**ARTICLE 3ème** : En application des dispositions de l’article R. 421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d’un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Pau, 50 Cours Lyautey, 64010 Pau CEDEX ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4ème** : Ampliation du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé(e), sera transmise à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques.

 Fait à ………….., le XX mois 20XX,

Le Maire/Président,

 *(nom, prénom, signature et cachet lisibles)*

Je, soussigné(e), …………………………… certifie avoir reçu ce jour un exemplaire du présent arrêté.

Date et signature :